

No. 38940

**France
and
Slovenia**

Agreement on cooperation in the field of defence between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia. Ljubljana, 18 January 2002

Entry into force: *2 July 2002 by notification, in accordance with article 13*

Authentic texts: *French and Slovene*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 29 October 2002*

**France
et
Slovénie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie relatif à la coopération dans le domaine de la défense. Ljubljana, 18 janvier 2002

Entrée en vigueur : *2 juillet 2002 par notification, conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *français et slovène*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 29 octobre 2002*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE RELATIF
À LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie ci-après dénommés " les Parties ",

Constatant que l'évolution de la situation politique en Europe est propice au développement et à l'approfondissement de nouvelles relations de partenariat et de coopération entre les Etats européens,

Considérant que cet esprit de partenariat et de coopération doit régir les relations entre tous les Etats européens, sans discrimination,

Soulignant la nécessité d'inscrire au coeur de cette coopération les questions de sécurité et de défense, en tenant compte de la recomposition globale de notre environnement de sécurité,

Considérant que l'identité européenne de sécurité et de défense doit s'affirmer et se renforcer, afin d'apporter une contribution majeure à la sécurité et à la stabilité en Europe,

Rappelant la déclaration de Madrid, du 8 juillet 1997, sur la sécurité et la coopération euro-atlantiques, publiée par les chefs d'Etats et de gouvernement de l'Alliance atlantique, réaffirmant que l'OTAN reste ouverte à de nouveaux membres, et soulignant à cet égard les développements positifs dans le sens de la démocratie et de la primauté du droit intervenus en Slovénie,

Considérant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord et les autres Etats participant au Partenariat pour la Paix sur le statut de leurs forces, signée à Bruxelles, le 19 juin 1995,

Considérant que les évolutions au sein de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne ont pour but d'établir, sur l'ensemble du continent, la paix et la sécurité,

Rappelant l'engagement, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de renforcer la confiance mutuelle par une ouverture plus marquée aux questions de défense,

Soulignant que l'objectif de cette coopération est de contribuer au maintien de la paix et de la stabilité en Europe, par le rapprochement des institutions militaires, la multiplication et la diversification des relations dans le domaine de la sécurité et de la défense, et l'approfondissement de la connaissance mutuelle,

Considérant les résultats positifs de la coopération bilatérale déjà entreprise dans le domaine de la défense,

Constatant leur volonté d'approfondir et d'élargir le cadre de leur coopération dans le domaine de la défense,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Le présent accord a pour objet de développer la coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie dans le domaine de la défense.

Cette coopération prend la forme de relations bilatérales entre les services des ministères de la défense et les forces armées des Parties. Elle porte sur des domaines et des sujets d'intérêts communs clairement identifiés dans le respect des lois et règlements français et slovènes en vigueur.

Article 2

1. Le présent accord englobe tous les domaines de la coopération et notamment les domaines suivants :

- 1) Les concepts de défense et de sécurité, notamment en Europe.
- 2) Les types d'organisation et d'équipements des forces armées, de leurs réserves et de leurs soutiens logistiques. La conception, la réalisation et l'acquisition des matériels d'armement.
- 3) L'administration et la gestion du personnel civil et militaire.
- 4) La formation et le perfectionnement des officiers, des sous-officiers et des fonctionnaires des Parties.
- 5) La communication et l'information dans les deux armées.
- 6) La législation et les règlements militaires.
- 7) L'histoire et la géographie militaires.
- 8) Les activités sportives dans le cadre du Conseil international du sport militaire.

2. Si nécessaire, les domaines de cette coopération peuvent être précisés par la conclusion d'arrangements particuliers.

Article 3

1. Les domaines de coopération visés à l'article 2 du présent accord peuvent prendre les formes suivantes :

- 1) Visites de délégations officielles des deux Parties et des armées.
- 2) Accueil de stagiaires dans l'enseignement militaire, selon la législation, la réglementation et les procédures en vigueur dans chaque Etat.
- 3) Escales de bâtiments de guerre, visites entre états-majors et unités des armées, voyages d'étude aux écoles militaires, escales d'aéronefs.
- 4) Consultations et échanges d'expérience sous forme de conférences, symposiums, colloques, séminaires.
- 5) Echanges d'informations, de dossiers, d'études.
- 6) Manifestations sportives dans le cadre du Conseil international du sport militaire.

2. Les visites officielles, ainsi que les autres formes de coopération, sont réalisées en fonction des besoins arrêtés par les Parties.

Article 4

1. Les Parties organisent des exercices et entraînements communs, à caractère inter-armées ou concernant une seule armée ou service.

2. Les exercices cités à l'alinéa 1 du présent article sont inscrits dans les plans annuels d'entraînement opérationnel des forces armées de chacune des Parties.

3. Les détails spécifiques de l'organisation du déroulement et des modalités de financement des exercices communs des armées sont définis par les ministres de la défense des deux Parties par un arrangement particulier.

Article 5

Afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelles, les Parties organisent à intervalles réguliers des visites réciproques de leurs représentants au niveau des ministères de la défense, des états-majors généraux des forces armées, commandements et états-majors des armées, d'arme et de service, ainsi qu'à d'autres niveaux de commandement et de direction équivalents.

Article 6

1. Afin de coordonner et de contrôler la coopération entre les forces armées des deux Parties, il est créé un groupe de travail mixte franco-slovène. Le groupe de travail comprend des membres des Parties et de l'état-major des deux armées, ainsi que, pour chaque Partie, l'attaché de défense et un secrétaire ; il est coprésidé par un responsable des armées de chaque Partie. En l'absence d'un attaché de défense, celui-ci peut être remplacé par un membre de l'ambassade.

2. Le groupe de travail se réunit chaque année alternativement à Paris et à Ljubljana. Il dresse le bilan de coopération de l'année écoulée et fixe le plan de coopération pour l'année suivante. Ce plan comporte le sujet des actions adoptées, les formes, les dates, les lieux de réalisation et les autorités responsables. Ce plan est signé par les deux coprésidents.

3. Tous les sujets de nature à concourir à la réalisation de l'objet du présent accord peuvent être inscrits d'un commun accord à l'ordre du jour, ainsi que les sujets de nature plus générale portant sur les doctrines militaires ou stratégiques et sur l'avenir de la sécurité européenne. L'ordre du jour doit être établi un mois au plus tard avant la réunion annuelle du groupe de travail.

Article 7

1. La fonction des membres du personnel militaire et civil de l'une des Parties en séjour ou en transit sur le territoire de l'autre Partie ainsi que le caractère et la durée de leur mission et d'autres modalités précises d'exercice de leurs attributions sont définis en préalable à la

mise en place de chacun d'entre eux par un échange de correspondances entre les ministres de la défense des deux Parties.

2. Les membres du personnel militaire et civil exercent leurs fonctions conformément aux décisions contenues dans les correspondances visées à l'alinéa 1 du présent article. Ils ne peuvent, en particulier, être associés à la préparation ou à l'exécution d'opérations de guerre, ni à des actions de maintien ou de rétablissement de l'ordre, de la sécurité publique ou de la souveraineté nationale, ni intervenir dans ces opérations sous quelque forme que ce soit.

3. Pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, les membres du personnel militaire et civil et les membres de leur famille respectent le droit interne de cette Partie et ne peuvent mener aucune activité politique sur le territoire de ladite Partie. Les membres du personnel militaire et civil respectent en outre les règlements internes en vigueur au sein du ministère de la défense de la Partie d'accueil.

Article 8

Pendant l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel civil et militaire peuvent séjourner avec leur famille sur le territoire de l'autre Partie. L'identité des membres de la famille résidant sur le territoire de cet Etat avec le membre du personnel militaire et civil est indiquée dans les correspondances mentionnées à l'article 7, alinéa 1, du présent accord.

Article 9

1. Les membres du personnel militaire et civil français relèvent de l'autorité du Gouvernement de la République française par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Ljubljana.

2. Les membres du personnel militaire et civil slovène relèvent de l'autorité du Gouvernement de la République de Slovénie par l'intermédiaire de l'ambassade de Slovénie à Paris.

3. Pendant leur séjour sur le territoire de l'autre Partie, ils conservent leur statut de fonctionnaire civil ou militaire national.

4. Les membres du personnel militaire portent l'uniforme et les insignes militaires conformément à la réglementation en vigueur dans les forces armées de la Partie d'envoi. La Partie d'accueil les autorise à revêtir la tenue civile.

5. Les membres du personnel militaire de la Partie d'envoi peuvent détenir et porter leurs armes à condition d'y être autorisés par le règlement qui leur est applicable. Les autorités de la Partie d'accueil examinent avec bienveillance les demandes que la Partie d'envoi leur présente en la matière.

6. Les autorités de la Partie d'envoi sont compétentes en matière de discipline. Les autorités de la Partie d'accueil informent l'ambassade de la Partie d'envoi des agissements d'un membre du personnel militaire ou civil contraires au règlement de discipline militaire de la Partie d'accueil. Les règles de discipline générale des forces armées de la Partie d'accueil sont communiquées à chaque membre du personnel militaire et civil.

Article 10

Dans le cadre et les limites de ses disponibilités budgétaires, chaque Partie assure le financement de la coopération conformément aux règles suivantes :

1. Sauf si les parties en conviennent autrement dans le domaine de la formation, la Partie d'envoi prend à sa charge les frais de transport aller et retour jusqu'au lieu de destination sur le territoire de la Partie d'accueil et les indemnités nécessaires aux dépenses personnelles de ses représentants.

2. La Partie d'accueil fournit aux membres du personnel militaire et civil, à titre gratuit, les conditions nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, sous réserve des dispositions suivantes :

3. Pour les membres du personnel militaire et civil effectuant des séjours de courte durée (moins de six mois, à l'exception des exercices et entraînements communs dont les modalités de prise en charge financière sont prévues par un arrangement spécifique) sur le territoire de la Partie d'accueil, celle-ci prend à sa charge les frais de transport de service à l'intérieur de son territoire, les frais d'hébergement et de restauration, les frais liés aux manifestations culturelles conformément au programme de la visite, ainsi que les communications téléphoniques de service avec l'Etat de la Partie d'envoi. Elle prend aussi en charge les frais de scolarité pour tous les stagiaires dans les écoles militaires et unités des forces armées. La Partie d'accueil peut étudier des cas particuliers pour l'octroi d'une bourse pour les dépenses courantes.

4. Pour les membres du personnel militaire et civil, et les membres de leur famille les accompagnant, effectuant des séjours de longue durée (plus de six mois) sur le territoire de la Partie d'accueil, la Partie d'envoi assure les frais de transport, d'hébergement et d'alimentation.

Toutefois, le ministère de la défense de la Partie d'accueil assure aux membres du personnel militaire et civil exerçant la fonction de lecteur le logement et l'alimentation gratuits sur le lieu d'accomplissement de leur mission.

Article 11

Jusqu'à la conclusion d'un accord général de sécurité entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie, les règles suivantes sont appliquées :

1. Les Parties s'engagent à protéger les informations classifiées auxquelles elles peuvent avoir accès dans le cadre du présent accord en conformité avec les lois et réglementations nationales.

2. Tout équipement ou toute information reçu de l'une des Parties dans le cadre du présent accord ne doit être ni transférée, ni divulguée, ni diffusée, directement ou indirectement, provisoirement ou définitivement, à un tiers ou à des personnes ou entités non autorisés sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie.

Article 12

Tout différend lié à l'application ou à l'interprétation du présent accord est réglé par voie de négociation entre les Parties.

Article 13

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises par son droit interne pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de la dernière des notifications.

2. Il est conclu pour une durée de cinq ans. A la fin de cette période, l'accord est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une année.

3. Les Parties peuvent à tout moment d'un commun accord amender ou modifier par écrit le présent accord.

L'entrée en vigueur des amendements a lieu conformément aux prescriptions de l'alinéa 1.

4. Chacune des deux Parties peut dénoncer le présent accord par écrit. Cette dénonciation prend effet 90 jours après sa notification à l'autre Partie.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Ljubljana le 18 janvier 2002 en deux exemplaires, chacun en langues française et slovène, les deux versions faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

M. ALAIN RICHARD,
Ministre de la défense

Pour le Gouvernement de la République de Slovénie :

M. ANTON GRIZOLD,
Ministre de la défense

[SLOVENE TEXT — TEXTE SLOVÈNE]

SPORAZUM

MED

VLADO FRANCOSKE REPUBLIKE

IN

VLADO REPUBLIKE SLOVENIJE

O

**SODELOVANJU
NA OBRAMBEM PODROČJU**

Vlada Francoske republike

in Vlada Republike Slovenije,

v nadaljnjem besedilu "pogodbenici", sta se

ob ugotavljanju, da so politične razmere v Evropi ugodne za razvoj in poglobitev novih odnosov partnerstva in sodelovanja med evropskimi državami,

ob upoštevanju, da mora ta duh partnerstva in sodelovanja prevevati odnose med vsemi evropskimi državami brez razlikovanja,

ob poudarjanju nujnosti, da so v jedru tega sodelovanja varnostna in obrambna vprašanja, upoštevajoč globalno preureditev našega varnostnega okolja,

ob upoštevanju, da se mora evropska varnostna in obrambna identiteta uveljaviti in okrepiti, da bi lahko pomembno prispevala k varnosti in stabilnosti v Evropi,

sklicujoč se na Madridsko deklaracijo z dne 8. julija 1997 o evroatlantski varnosti in sodelovanju, ki so jo objavili voditelji držav in vlad atlantskega zavezništva, ki poudarja, da je Nato pripravljen na sprejem novih članic in da je glede tega v Sloveniji prišlo do pozitivnih sprememb na področju demokracije in pravne države,

ob upoštevanju Sporazuma med državami pogodbenicami Severnoatlantskega pakta in drugimi državami, ki sodelujejo v Partnerstvu za mir, glede statusa njihovih sil, podpisanega 19. junija 1995 v Bruslju,

ob upoštevanju, da je cilj sprememb znotraj atlantskega zavezništva in Evropske unije vzpostaviti mir in varnost na vsej celini,

sklicujoč se na obveznost, sprejeto v okviru Organizacije za varnost in sodelovanje v Evropi, da je treba okrepiti medsebojno zaupanje z večjo odprtostjo za obrambna vprašanja,

ob poudarjanju, da je cilj tega sodelovanja, da se z zблиževanjem vojaških ustanov, razširjanjem in razvejanjem odnosov na varnostno-obrambnem področju ter z medsebojnim poglobljenim spoznavanjem prispeva k ohranjanju miru in stabilnosti v Evropi,

ob upoštevanju pozitivnih rezultatov že vzpostavljenega dvostranskega sodelovanja na obrambnem področju

in ob ugotavljanju svoje odločenosti, da poglobita in razširita svoje sodelovanje na obrambnem področju,

dogovorili o naslednjem:

1. člen

Cilj tega sporazuma je razviti sodelovanje med Vlado Republike Slovenije in Vlado Francoske republike na obrambnem področju.

To sodelovanje ima obliko dvostranskih odnosov med službami ministrstev za obrambo in oboroženimi silami pogodbenic. Nanaša se na področja in zadeve jasno opredeljenih skupnih interesov ob upoštevanju veljavne slovenske in francoske zakonodaje.

2. člen

1. Ta sporazum obsega vsa področja sodelovanja, predvsem pa ta področja:

- 1) koncepti obrambe in varnosti, predvsem v Evropi;
- 2) tipi organizacije in opreme oboroženih sil, njihovih materialnih rezerv in logistične podpore. Zasnova, realizacija in nabava oborožitvenih sredstev;
- 3) upravljanje in vodenje civilnega in vojaškega osebja;
- 4) izobraževanje in usposabljanje častnikov, podčastnikov in državnih uslužbencev pogodbenic;
- 5) komuniciranje in obveščanje v obeh vojskah;
- 6) vojaška zakonodaja in predpisi;
- 7) vojaška zgodovina in geografija;
- 8) športne dejavnosti v okviru Mednarodnega sveta za vojaški šport.

2. Področja tega sodelovanja se po potrebi lahko podrobneje opredelijo s sklenitvijo posebnih dogovorov.

3. člen

1. Sodelovanje na področjih, navedenih v 2. členu tega sporazuma, lahko poteka v teh oblikah:

- 1) uradni obiski delegacij obeh pogodbenic in vojsk;

- 2) sprejem pripravnikov v vojaško šolanje v skladu z zakonodajo, predpisi in postopki, veljavnimi v eni in drugi državi;
 - 3) pristanki vojaških ladij, obiski generalštabov in enot vojsk, študijski obiski vojaških šol, pristanki zračnih plovil;
 - 4) posvetovanja in izmenjave izkušenj v obliki konferenc, simpozijev, kolokvijev, seminarjev;
 - 5) izmenjave informacij, dokumentacije, izvedenskih mnenj;
 - 6) športne prireditve v okviru Mednarodnega sveta za vojaški šport.
2. Uradni obiski in druge oblike sodelovanja se uresničujejo glede na potrebe, ki jih izrazita pogodbenici.

4. člen

1. Pogodbenici organizirata skupne vaje in urjenja bodisi na ravni več rodov bodisi na ravni le enega rodu vojske ali ene službe.
2. Vaje, navedene v prvi alineji tega člena, so vpisane v letnih načrtih operativnega usposabljanja oboroženih sil ene in druge pogodbenice.
3. Ministra za obrambo obeh pogodbenic s posebnim dogovorom opredeljujeta podrobnosti glede organizacije poteka in načinov ter pogojev financiranja skupnih vaj obeh vojsk.

5. člen

Da bi okrepili medsebojno razumevanje in zaupanje, pogodbenici v rednih časovnih presledkih organizirata vzajemne obiske svojih predstavnikov na ravni ministrstev za obrambo, generalštabov oboroženih sil, poveljstev in štabov obeh vojsk kot tudi na drugih enakovrednih ravneh poveljevanja in vodenja.

6. člen

1. Ustanovi se skupna slovensko-francoska delovna skupina, ki bo usklajevala in nadzorovala sodelovanje med pogodbenicama. Delovno skupino sestavljajo člani obeh pogodbenic in generalštabov obeh vojsk kot tudi obrambni ataše in sekretar ene in druge pogodbenice; delovni skupini soprodsedujeta odgovorna predstavnika vojsk obeh pogodbenic. Če je kateri od obeh obrambnih atašejev odsoten, ga lahko zamenja predstavnik veleposlaništva.

2. Delovna skupina se sestaja vsako leto izmenično v Ljubljani in Parizu. Pripravlja pregled sodelovanja preteklega leta in določa načrt sodelovanja za prihodnje leto. Ta načrt obsega vsebino sprejetih dejavnosti, oblike, datume, kraje izvedbe in odgovorne organe. Načrt podpišeta odgovorna soproedsednika.
3. Na dnevni red se lahko s skupnim soglasjem vpišejo vse tiste zadeve, ki prispevajo k uresničevanju ciljev tega sporazuma, kot tudi splošnejše zadeve, ki se nanašajo na vojaške ali strateške doktrine in na prihodnost evropske varnosti. Dnevni red se mora pripraviti vsaj en mesec pred letnim srečanjem delovne skupine.

7. člen

1. Funkcija pripadnikov sile in civilnega dela ene pogodbenice, ki prebivajo ali potujejo čez ozemlje druge pogodbenice, kot tudi narava in trajanje njihove naloge ter drugi podrobni načini in pogoji glede izvajanja njihovih pristojnosti se še pred razporeditvijo vsakega izmed njih opredelijo z izmenjavo pisem med ministroma za obrambo obeh pogodbenic.
2. Pripadniki sile in civilnega dela opravljajo svoje funkcije v skladu s sklepi, vsebovanimi v pismih, iz prve alineje tega člena. Predvsem ne morejo sodelovati pri pripravi in izvajanju vojnih operacij ali dejavnosti vzdrževanja ali vzpostavljanja reda, javne varnosti ali narodne suverenosti, niti ne morejo v kakršni koli obliki posredovati v teh operacijah.
3. Pripadniki sile in civilnega dela ter njihovi vzdrževani družinski člani med bivanjem na državnem ozemlju druge pogodbenice spoštujejo notranje pravo te pogodbenice in na njenem ozemlju ne morejo opravljati nobene politične dejavnosti. Poleg tega pripadniki sile in civilnega dela spoštujejo notranje predpise, ki veljajo na ministrstvu za obrambo pogodbenice gostiteljice.

8. člen

Pripadniki sile in civilnega dela lahko med opravljanjem svojih nalog s svojo družino bivajo na državnem ozemlju druge pogodbenice. Identiteta družinskih članov, ki skupaj s pripadnikom sile in civilnega dela prebivajo na ozemlju te države, je navedena v pismih, omenjenih v prvi alineji 7. člena tega sporazuma.

9. člen

1. Francoski pripadniki sile in civilnega dela prek veleposlaništva Francije v Ljubljani spadajo v pristojnost vlade Francoske republike.
2. Slovenski pripadniki sile in civilnega dela prek veleposlaništva Slovenije v Parizu spadajo v pristojnost vlade Republike Slovenije.
3. Med svojim bivanjem na državnem ozemlju druge pogodbenice obdržijo svoj status civilnega uslužbenca ali vojaške osebe svoje države.
4. Pripadniki sile in civilnega dela nosijo uniformo in vojaška odlikovanja v skladu s predpisi, veljavnimi v oboroženih silah pogodbenice pošiljateljice. Pogodbenica gostiteljica jim dovoli, da se preoblečejo v civilno obleko.
5. Pripadniki sile pogodbenice pošiljateljice lahko obdržijo in nosijo svoje orožje, če jim to dovoljuje predpis, ki se zanje uporablja. Državni organi pogodbenice gostiteljice o razumevanjem proučijo zahteve, ki jim jih v zvezi s tem predloži pogodbenica pošiljateljica.
6. Državni organi pogodbenice pošiljateljice so pristojni za vprašanja discipline. Državni organi pogodbenice gostiteljice obvestijo veleposlaništvo pogodbenice pošiljateljice o ravnanju pripadnika sile in civilnega dela, ki ni v skladu s pravili o vojaški disciplini v državi gostiteljici. Pravila o splošni disciplini v oboroženih silah v državi pogodbenice gostiteljice se izročijo vsakemu pripadniku sile in civilnega dela.

10. člen

Vsaka pogodbenica v okviru in v mejah razpoložljivih proračunskih sredstev zagotavlja financiranje sodelovanja v skladu s temi pravili:

1. Če se pogodbenici na področju izobraževanja ne dogovorita drugače, pogodbenica pošiljateljica krije stroške prevoza do namembnega kraja na državnem ozemlju pogodbenice gostiteljice in nazaj in potrebna nadomestila za osebne izdatke svojih predstavnikov.
2. Pogodbenica gostiteljica pripadnikom sile in civilnega dela brezplačno zagotavlja možnosti za izpolnjevanje njihovih nalog ob upoštevanju teh določb:
3. za pripadnike sile in civilnega dela, ki krajši čas (največ šest mesecev, razen ob skupnih vajah in urjenjih, katerih načini in pogoji financiranja so določeni v posebnem dogovoru) bivajo na ozemlju pogodbenice gostiteljice, pogodbenica gostiteljica krije stroške službenih prevozov po svojem ozemlju, stroške nastanitve in prehrane, stroške, povezane s kulturnimi prireditvami po programu obiska, kot tudi službene telefonske klice v državo pogodbenice pošiljateljice. Pogodbenica gostiteljica tudi krije stroške izobraževanja za vse

pripravnike, ki se šolajo v vojaških šolah in enotah oboroženih sil. Pogodbenica gostiteljica lahko v posameznih primerih odobri podelitev štipendij za tekoče izdatke;

4. za pripadnike sile in civilnega dela ter njihove družinske člane, ki jih spremljajo, ki daljši čas (več kot šest mesecev) bivajo na ozemlju pogodbenice gostiteljice, pogodbenica pošiljateljica zagotavlja kritje stroškov prevoza, nastanitve in prehrane. Ministrstvo za obrambo pogodbenice gostiteljice pa pripadnikom sile in civilnega dela, ki opravljajo delo lektorjev, zagotavlja brezplačno nastanitev in prehrano na kraju izpolnjevanja delovnih nalog.

11. člen

Do sklenitve splošnega sporazuma o varnosti med Vlado Republike Slovenije in Vlado Francoske republike se uporabljajo ta pravila :

1. pogodbenici se zavezujeta, da bosta varovali zaupne informacije, do katerih lahko imata dostop po tem sporazumu, v skladu z notranjimi zakoni in predpisi;
2. oprema ali informacija, ki jo v okviru tega sporazuma prejme ena pogodbenica, se brez predhodnega pisnega soglasja druge pogodbenice ne sme neposredno ali posredno, začasno ali dokončno prenesti, razkriti ali razširiti tretjemu ali nepooblaščenim osebam ali subjektom.

12. člen

Spori, povezani z izvajanjem ali razlago tega sporazuma, se rešujejo s pogajanjem med pogodbenicama.

13. člen

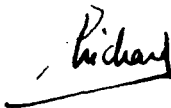
1. Pogodbenici se uradno obvestita o tem, da so izpolnjene formalnosti, ki se na njunem ozemlju zahtevajo za začetek veljavnosti tega sporazuma. Ta začne veljati na dan zadnjega uradnega obvestila.
2. Sporazum se sklene za pet let. Ob koncu tega obdobja se sporazum tiho podaljšuje za nova obdobja v trajanju enega leta.

3. Pogodbenici lahko ta sporazum sporazumno kadar koli pisno dopolnita ali spremenita. Spremembe sporazuma začnejo veljati v skladu z določbami prve alineje.
4. Ena in druga pogodbenica lahko ta sporazum pisno odpove. Ta odpoved začne veljati 90 dni po uradnem obvestilu drugi pogodbenici.

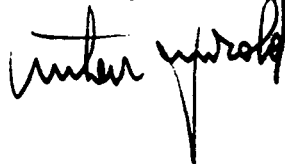
V potrditev tega sta predstavnika pogodbenic, ki sta bila za to pravilno pooblaščenca, podpisala ta sporazum in nanj odtisnila vsak svoj pečat.

Sestavljeno v Ljubljani, dne 18. januarja 2002 v dveh izvodih v slovenskem in francoskem jeziku, pri čemer sta obe besedili enako verodostojni.

Za Vlado Francoske republike



Za Vlado Republike Slovenije



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION IN THE FIELD OF DEFENCE BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERN-
MENT OF THE REPUBLIC OF SLOVENIA

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia, hereinafter referred to as "the Parties",

Noting that the evolution of the political situation in Europe is conducive to the development and intensification of new relations of partnership and cooperation among the European States,

Considering that this spirit of partnership and cooperation must govern relations among all the European States, without discrimination,

Stressing the need to establish security and defence issues at the heart of this cooperation, bearing in mind the global rearrangement of our security environment,

Considering that the European security and defence identity must be affirmed and strengthened, in order to make a greater contribution to security and stability in Europe,

Recalling the Madrid Declaration on Euro-Atlantic Security and Cooperation, of 8 July 1997, issued by the Heads of State and Government of the Atlantic Alliance, reaffirming that NATO remains open to new members and stressing in that respect the positive developments towards democracy and the rule of law in Slovenia,

Considering the Agreement among the States Parties to the North Atlantic Treaty and the other States participating in the Partnership for Peace regarding the Status of their Forces, signed at Brussels on 19 June 1995,

Considering that the changes within the Atlantic Alliance and the European Union have the objective of establishing peace and security throughout the continent,

Recalling the commitment, within the Organization for Security and Cooperation in Europe, to strengthen mutual trust through greater transparency on defence issues,

Stressing that the objective of this cooperation is to contribute to the maintenance of peace and stability in Europe through closer relationships between military institutions, the intensification and diversification of relations in the fields of security and defence, and the deepening of mutual acquaintance,

Considering the positive results of the bilateral cooperation already undertaken in the field of defence,

Noting their desire to deepen and expand the framework of their cooperation in the field of defence,

Have agreed as follows:

Article 1

The purpose of this agreement is to develop cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia in the field of defence.

This cooperation shall take the form of bilateral relations between the services of the Ministries of Defence and the armed forces of the Parties. It shall relate to areas and matters of clearly identified common interest, while respecting the French and Slovene laws and regulations in force.

Article 2

1. This agreement shall cover all areas of cooperation, and particularly the following areas:

- (i) Defence and security concepts, particularly in Europe.
- (ii) Methods of organization and supply of the armed forces, their reserves and their logistical support. The design, production and acquisition of matériel.
- (iii) Administration and management of civilian and military personnel.
- (iv) Training and refresher training of officers, sub-officers and staff of the Parties.
- (v) Communications and information in the two armies.
- (vi) Military law and regulations.
- (vii) Military history and geography.
- (viii) Sports activities within the context of the International Military Sports Council.

2. If necessary, the areas of cooperation may be defined more precisely through the conclusion of individual arrangements.

Article 3

1. The areas of cooperation envisaged in article 2 of this agreement may take the following forms:

- (i) Visits of official delegations of the two Parties and armies.
- (ii) Receiving trainees for military training, in accordance with the legislation, regulations and procedures in force in each State.
- (iii) Stopovers by warships, visits between army headquarters and units, study trips to military schools, stopovers by aircraft.
- (iv) Consultations and exchanges of experience in the form of conferences, symposia, colloquiums and seminars.
- (v) Exchanges of information, files and studies.
- (vi) Sports events in the context of the International Military Sports Council.

2. Official visits, as well as other forms of cooperation, shall be carried out on the basis of the needs determined by the Parties.

Article 4

1. The Parties shall organize joint exercises and training on an interservice basis or for individual armies or services.
2. The exercises mentioned in paragraph 1 of this article shall be included in the annual plans for operational training of the armed forces of each of the Parties.
3. The specific details of the conduct and financing modalities of joint exercises of the armies shall be defined by the Ministers of Defence of the two Parties in a special arrangement.

Article 5

In order to strengthen mutual understanding and trust, the Parties shall organize at regular intervals reciprocal visits of their representatives at the level of Ministries of Defence, general headquarters of the armed forces and army commands and headquarters, and at other equivalent levels of command and management.

Article 6

1. In order to coordinate and monitor cooperation between the armed forces of the two Parties, a joint Franco-Slovene working group shall be established. The working group shall consist of members of the Parties and of the headquarters of the two armies and, for each Party, the defence attaché and a secretary; it shall be co-chaired by an official from the armies of each Party. In the absence of a defence attaché, he may be replaced by a member of the Embassy.
2. The working group shall meet every year, alternately in Paris and in Ljubljana. It shall review cooperation over the previous year and establish a plan of cooperation for the following year. This plan shall include the nature of the activities agreed upon, the forms, dates and places of implementation, and the responsible authorities. The plan shall be signed by the two co-chairmen.
3. All issues likely to contribute to the achievement of the objective of this agreement may be included by joint agreement in the agenda, as well as issues of a more general nature relating to military or strategic doctrines and to the future of European security. The agenda must be drawn up at least one month before the annual meeting of the working group.

Article 7

1. The functions of military and civilian personnel of one of the Parties staying in or passing in transit through the territory of the other Party, and the nature and duration of their mission and other specific modalities of the exercise of their powers, shall be defined ahead of time in each case, through an exchange of correspondence between the Ministers of Defence of the two Parties.
2. Military and civilian personnel shall exercise their functions in accordance with the decisions contained in the correspondence referred to in paragraph 1 of this article. In

particular, they may not be associated with the preparation or implementation of combat operations or with activities for the maintenance or restoration of order, public security or national sovereignty, and may not intervene in such operations in any way whatsoever.

3. During their stay in the territory of the other Party, military and civilian personnel and members of their families shall respect the domestic law of that Party and may not conduct any political activities in the territory of that Party. Military and civilian personnel shall also respect the domestic regulations in force within the Ministry of Defence of the receiving Party.

Article 8

During the exercise of their functions, civilian and military personnel may stay with their families in the territory of the other Party. The identity of family members residing with a military or civilian official in the territory of that State shall be indicated in the correspondence mentioned in article 7, paragraph 1 of this agreement.

Article 9

1. French military and civilian personnel shall be under the authority of the Government of the French Republic through the Embassy of France in Ljubljana.

2. Slovene military and civilian personnel shall be under the authority of the Government of the Republic of Slovenia through the Embassy of Slovenia in Paris.

3. During their stay in the territory of the other Party, they shall maintain their status as national civilian or military officials.

4. Military personnel shall wear uniform and military insignia in accordance with the regulations in force in the armed forces of the sending Party. The receiving Party may authorize them to wear civilian dress.

5. Military personnel of the sending Party may hold and bear arms on condition that they are authorized to do so by the regulations applicable to them. The authorities of the receiving Party shall give favourable consideration to requests made by the sending Party in this respect.

6. The authorities of the sending Party shall be competent in the area of discipline. The authorities of the receiving Party shall inform the Embassy of the sending Party of any activities of a military or civilian official that are contrary to the regulations on military discipline of the receiving Party. The general disciplinary rules of the armed forces of the receiving Party shall be communicated to each military or civilian officer.

Article 10

Within the framework and limits of its budgetary resources, each Party shall ensure the financing of cooperation in accordance with the following rules:

1. Unless the Parties decide otherwise in the area of training, the sending Party shall take responsibility for travel expenses to and from the destination in the territory of the receiving Party and the necessary allowances for the personal expenses of its representatives.

2. The receiving Party shall make available to military and civilian personnel, free of charge, the necessary conditions for the exercise of their functions, subject to the following provisions:

3. For military and civilian personnel making short stays (less than six months, with the exception of joint exercises and training under the financial modalities envisaged in a specific arrangement) in the territory of the receiving Party, that Party shall be responsible for the costs of official travel within its territory, the costs of board and lodging, the costs associated with cultural events included in the programme for the visit, as well as official telephone communications with the State of the sending Party. It shall also cover the tuition fees for all trainees in the military schools and units of the armed forces. The receiving Party may consider providing grants to cover current expenses in individual cases.

4. For military and civilian personnel and accompanying family members making long stays (over six months) in the territory of the receiving Party, the sending Party shall cover the costs of transportation, board and lodging.

However, the Ministry of Defence of the receiving Party shall provide free board and lodging to military and civilian personnel working as instructors, at the site of their assignment.

Article 11

Pending the conclusion of a general security agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia, the following rules shall apply:

1. The Parties undertake to protect classified information to which they may have access in the context of this agreement in accordance with national laws and regulations,

2. Any equipment or information received from one of the Parties within the context of this agreement may not be transferred, divulged or disseminated, directly or indirectly, temporarily or permanently, to a third party or to unauthorized persons or entities, without the prior written consent of the other Party.

Article 12

Any dispute concerning the application or interpretation of this agreement shall be resolved through negotiations between the Parties.

Article 13

1. Each Party shall notify the other of the completion of the formalities required under its domestic law for the entry into force of this agreement. The agreement shall enter into force on the date of the second such notification.

2. The agreement shall be concluded for a period of five years. At the end of this period, the agreement may be renewed by tacit consent for further one-year periods.

3. The Parties may at any time, by joint agreement, amend or modify this agreement in writing.

The entry into force of amendments shall take place in accordance with the provisions of paragraph 1.

4. Either Party may denounce this agreement in writing. Such denunciation shall take effect 90 days after notification to the other Party.

In witness whereof, the representatives of the two Parties, being duly authorized for the purpose, have signed this agreement and have affixed their seals thereto.

DONE at Ljubljana on 18 January 2002, in two original copies in the French and Slovene languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

ALAIN RICHARD
Minister of Defence

For the Government of the Republic of Slovenia:

ANTON GRIZOLD
Minister of Defence

